

## Les secrets d'un « succès »

Tandis que le nombre de personnes infectées et de morts ne cessent de croître exponentiellement un peu partout en Amérique latine, un pays fait office de bête curieuse : l'Uruguay qui, depuis plusieurs mois, à la surprise de tous, parvient remarquablement à contenir la progression de la pandémie sur son territoire. L'exploit surprend dans la mesure où, comme on le sait, cet État est situé au cœur d'une région qui s'est convertie, depuis plusieurs semaines, en l'une des principales zones d'explosion de l'épidémie de Covid-19. Comment expliquer un tel « succès », alors que plus de quatre mois se sont écoulés depuis que le premier cas de personne infectée a été détecté dans le pays ? Et comment expliquer qu'au terme de ces semaines, la décision a même été prise de réactiver un certain nombre d'activités, en particulier économiques, et de mettre en place ce que les autorités locales désignent comme la « nouvelle normalité » ? En effet, depuis avril, les élèves ont repris, par étapes, le chemin des écoles et les entreprises rouvert leurs portes, le tout avec des taux de contagion et de mortalité parmi les plus faibles de tout le continent. Au 1<sup>er</sup> juin, le pays comptait un peu moins de 800 personnes infectées et une vingtaine de morts de la Covid-19. Au point que la stratégie particulière pour contenir le virus fait aujourd'hui l'admiration de ses voisins.

Cette stratégie tient, d'abord, à la rapidité avec laquelle l'Uruguay et sa classe politique, quelle que soit son orientation partisane, sont parvenues à un consensus quant aux mesures sanitaires qu'il convenait d'adopter. Le 13 mars 2020, alors que le premier cas de coronavirus était détecté, le pays déclarait l'état d'urgence sanitaire, fermait ses frontières, suspendait les vols commerciaux, fermait les écoles et annulait toutes les manifestations religieuses et tous les événements publics (tels que concerts ou match de football). La gestion de la pandémie est alors même devenue le baptême du feu pour le nouveau président, Luis Lacalle Pou, entré en fonction moins de quinze jours plus tôt, le 1<sup>er</sup> mars. A la différence de beaucoup d'États, en particulier voisins, où la question s'est rapidement muée en source de fortes oppositions politiques, les partis politiques uruguayens ont soutenu les mesures décidées par le gouvernement. L'intervention économique des pouvoirs publics est le thème qui a suscité le plus de débat, sans empêcher, toutefois, de parvenir à un accord sur la création d'un fonds spécial, financé principalement par une réduction de 20 % des indemnités et salaires versés au président, ministres, parlementaires et fonctionnaires recevant plus de 1 800 dollars mensuels.

Mais ce qui est peut-être le plus remarquable, c'est que ce consensus et ce soutien en faveur des modalités gouvernementales de gestion de la pandémie de la part de l'ensemble des secteurs politiques ont connu leur reflet au sein de la société, au point que le pouvoir exécutif a choisi de ne pas imposer un confinement obligatoire mais, au contraire, purement volontaire. Par cette solution, le gouvernement souhaitait éviter d'infliger des amendes à des personnes qui, bien souvent, ne disposent même plus d'un revenu mensuel et sont contraintes de sortir chaque jour pour essayer de gagner un peu d'argent et de se nourrir convenablement. Ce choix a fait appel à la responsabilité citoyenne et, selon les chiffres, les Uruguayens y ont répondu très favorablement puisque 90 % ont accepté la recommandation de rester confinés à domicile.

Enfin, un troisième et dernier élément a été déterminant dans cette maîtrise de la propagation de la pandémie : l'Uruguay dispose d'un des rares systèmes de santé universel de la région auxquels tous les citoyens ont accès et son système de soins de santé primaires a été très efficace à l'heure d'éviter davantage de contaminations. Les médecins généralistes, souvent de famille, ont pu intervenir directement au domicile des patients, évitant la surcharge des services d'urgence des hôpitaux. Les tests, qui au début de juin s'élevaient à plus de 45 000, ont également été réalisés au domicile des patients, s'élevant à plus de 13 000 tests par million d'habitants, c'est-à-dire bien au-delà de tous ce que les voisins ont pu pratiquer, qu'il s'agisse du Brésil, du Paraguay ou de l'Argentine. Sans doute, faut-il encore relever que l'Uruguay échappe à l'un des facteurs multiplicateurs de la pandémie, c'est-à-dire la présence de villes très densément peuplées. Avec un peu plus de 3 millions 400 000 habitants, la densité de population y est de 20 habitants au kilomètre carré. A titre de comparaison, face à Montevideo, Buenos Aires, seulement séparée par le Río de la Plata, connaît une densité de

51,2 habitants au kilomètre carré. Reste, cependant, un danger, particulièrement vivace et qui effraie les épidémiologistes uruguayens : la frontière terrestre avec le Brésil qui est, aujourd'hui, le pays le plus touché par la Covid-19 au sein du continent sud-américain.

Hubert ALCARAZ, Professeur de droit public

Univ Pau & Pays Adour, Aix Marseille Univ, Université de Toulon, CNRS, DICE, IE2IA,  
Pau, France